

Réseau Siggil Jigéen (RSJ)



Fondé à Dakar en 1995, le Réseau Siggil Jigéen (RSJ) est une coalition de 18 organisations sénégalaises œuvrant en faveur des droits des femmes, de leur participation politique et de la santé sexuelle et reproductive. En wolof, « Siggil » signifie renforcer, réhabiliter, promouvoir et défendre ; « Jigéen » signifie les femmes, et par extension la famille et la société. Depuis trois décennies, le RSJ milite en faveur des réformes juridiques et institutionnelles qui sous-tendent l'égalité des genres au Sénégal — de la loi de 1999 sur la répression des violences faites aux femmes à la loi de 2010 sur la parité, en passant par la réforme en cours du Code de la famille.

En tant que membre de la coalition Equal Measures 2030 (EM2030), RSJ a utilisé l'indice de genre des ODD, le programme de formation « Data-Driven Advocacy » (DDA) et les plateformes de mobilisation d'EM2030 pour traduire un cadre juridique solide en changements mesurables pour les femmes sénégalaises. Sous la direction de sa directrice générale, Fatou Ndiaye Turpin, RSJ a mis en place un réseau national de défenseurs formés, obtenu des engagements de la part de maires et de ministères, et piloté le lancement national de l'indice de genre des ODD 2024 à Dakar.

30

Ans de plaidoyer
féministe depuis 1995

146

Activistes formés en
plaidoyer basé sur les
données

50K+

Personnes engagées à
travers des campagnes en
ligne

20

Personnes formées en
plaidoyer basé sur les
données siègent au comité
national pour le plaidoyer

LE PARCOURS

D'un cadre juridique solide à l'égalité dans la pratique

Le Sénégal est depuis longtemps considéré comme un leader régional en matière de législation sur les droits des femmes : il a ratifié la CEDAW en 1985, le Protocole de Maputo en 2005, et adopté la loi sur la parité de 2010, qui a permis aux femmes d'occuper plus de 48 % des sièges au Parlement sénégalais. Mais pour RSJ, le véritable défi n'a jamais résidé dans la loi telle qu'elle est écrite, mais dans le fossé qui sépare la loi de la réalité vécue.



« Oui, nous avons des lois, mais le problème réside dans leur application et leur mise en œuvre. Les lois sont importantes, bien sûr, mais elles sont souvent adoptées pour finir ensuite au fond d'un tiroir. Cela n'aide en rien les familles au Sénégal. »

- Fatou Ndiaye Turpin, Directrice Exécutive, RSJ

Ce constat — un cadre juridique solide miné par une mise en œuvre inégale, des dispositions discriminatoires et une compréhension limitée de la part du public — a façonné la stratégie de RSJ tout au long de ses trois décennies d'action. Le partenariat avec EM2030 a fourni à RSJ un nouvel outil pour mener à bien cette mission : des données rigoureuses, crédibles et adaptables au contexte local, capables de transformer les lacunes de mise en œuvre en objectifs de plaidoyer mesurables.

Entre 2021 et 2024, RSJ a organisé cinq sessions de formation virtuelle au plaidoyer fondé sur les données, qui ont permis de former 146 militants de tout le Sénégal — des membres du réseau de RSJ, des OSC nationales et locales, ainsi que des groupes de jeunes. Grâce à un modèle de « formation des formateurs », les participants ont pu reproduire cette méthodologie dans leurs propres contextes. Plusieurs membres du réseau RSJ qui n'avaient jamais participé à des actions de plaidoyer auparavant ont commencé à approcher les décideurs politiques à l'aide des outils EM2030. En 2022, à la suite du lancement de l'Indice de genre des ODD 2022, 20 anciens participants à ces formations ont constitué un comité national de plaidoyer — un organe permanent qui continue à dispenser des formations au plaidoyer fondé sur les données, à présenter les résultats de l'Indice aux décideurs politiques, à suivre

L'EFFET DE COALITION

Ce partenariat a permis à RSJ de disposer des outils, des plateformes et des ressources qu'elle a mis à profit pour faire évoluer les politiques nationales et susciter des changements au niveau communautaire.

L'indice de genre des ODD a fourni à RSJ une base factuelle crédible à l'échelle mondiale que les décideurs politiques ne pouvaient pas facilement ignorer. En combinant les résultats de l'indice avec les statistiques nationales, RSJ a attiré l'attention sur des problèmes tels que les inégalités d'âge au mariage, le décrochage scolaire au niveau secondaire et les violences basées sur le genre, en les recadrant sous l'angle de la responsabilité. À l'issue d'ateliers organisés avec des législateurs après les élections au Sénégal, les parlementaires se sont engagés à intégrer les données de RSJ dans la planification des politiques.

Le programme de formation de plaidoyer basé sur les données « Data-Driven Advocacy » (DDA) d'EM2030 a formé 196 militants au cours de cinq sessions. L'un des résultats institutionnels les plus durables de ce partenariat a été la création d'un comité national de plaidoyer composé de 20 membres issus de diverses organisations de la société civile.

Ce comité est devenu un organe permanent chargé de dispenser des formations DDA, de présenter les conclusions de l'Index aux décideurs politiques, de suivre les engagements relatifs aux ODD et de mener des actions de sensibilisation au sein des communautés. Plusieurs organisations qui étaient auparavant inactives se sont réengagées dans le plaidoyer national grâce à ce processus de formation.

RSJ a également transposé les données mondiales dans le contexte sénégalais. L'organisation a adapté l'Index sous la forme d'une fiche d'information nationale sénégalaise et a mené des campagnes dans les langues locales, rendant ainsi les données mondiales accessibles aux communautés, aux journalistes et aux responsables locaux. Cette fiche d'information est devenue une ressource essentielle de plaidoyer, partagée avec les OSC, les groupes de jeunes, les journalistes, les ministères concernés et les autorités régionales.

Le soutien apporté par EM2030 a permis à RSJ de tester une approche innovante de financement en faveur de l'égalité des genres via le modèle du « hackathon ». En combinant données factuelles, diagnostic communautaire et financement du secteur privé, ce modèle a contribué à réorienter les débats sur le financement de l'égalité des genres sur l'appropriation locale, la durabilité et la réduction de la dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds externes.

Grâce à la coalition EM2030 au sens large, RSJ a élargi sa participation aux espaces de plaidoyer mondiaux.

L'organisation a contribué aux préparatifs de la 67^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW67), a participé à des sessions Twitter Spaces avec des partenaires mondiaux spécialisés dans les données féministes et a co-rédigé des articles de blog qui ont apporté des données concrètes au niveau national aux processus de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), de la CSW et du Forum politique de haut niveau (HLPF). Les relations au sein de la coalition ont également créé des opportunités d'apprentissage interrégional, notamment une première exploration avec GROOTS Kenya sur les tableaux de bord de données communautaires, reliant ainsi deux organisations ancrées dans des approches menées par les communautés.

Un soutien flexible a permis à RSJ d'investir dans l'infrastructure nécessaire à une collaboration continue. Cela a notamment consisté à créer le groupe WhatsApp « Suivi des données au Sénégal », qui continue de mettre en relation les défenseurs et de pérenniser la collaboration au-delà des projets individuels. Ces investissements ont renforcé les relations et les systèmes qui permettent aux efforts de plaidoyer de se poursuivre, de s'adapter et de se développer au fil du temps.



les engagements pris par le Sénégal dans le cadre du Forum Génération Égalité (GEF) et à mener des campagnes à la radio, lors d'ateliers et sur les réseaux sociaux. Un groupe WhatsApp intitulé « Suivi des données au Sénégal » permet au réseau d'anciens participants de partager des données et de coordonner le plaidoyer en temps réel.

RSJ a adapté l'indice de genre des ODD aux langues et aux contextes sénégalais, en élaborant une fiche d'information nationale qui est devenue l'un des outils de plaidoyer les plus largement diffusés du partenariat. Les données de l'indice ont été recoupées avec des ensembles de données nationales afin de mettre en évidence les lacunes urgentes dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'énergie propre. Dix émissions de radio ont diffusé les résultats de l'indice auprès des communautés à travers tout le pays. Deux campagnes en ligne sur la violence sexiste et l'égalité des genres, conçues en collaboration avec des jeunes, ont touché entre 50 000 et 100 000 personnes sur Facebook et Twitter.



« Les données sont très importantes, car elles nous permettent de donner de la crédibilité au travail que nous menons. Elles nous aident à cerner les lacunes et renforcent également nos arguments de plaidoyer. Il n'est pas toujours facile de disposer de données sur le genre — d'où l'importance réelle du travail que nous menons pour les mettre en évidence. » - Fatou Ndiaye Turpin, Directrice Exécutive, RSJ

En octobre 2024, RSJ a organisé à Dakar le lancement national sénégalais de l'Indice d'égalité des genres des ODD 2024, sous le thème « Un avenir égalitaire en temps de crise ». Plus de 200 participants étaient présents : des parlementaires, des maires, des responsables des ministères de la Santé, de la Condition féminine et de la Justice, des dirigeants de la société civile, des journalistes et des jeunes militants. Cet événement a permis de traduire les principales conclusions de l'indice en engagements concrets : des engagements budgétaires en faveur d'une éducation sensible au genre et l'intégration de la dimension de genre dans les plans de développement des collectivités locales.

PRINCIPALES REUSSITES

→ **Le financement de la santé des adolescents par les collectivités locales.** RSJ a organisé plusieurs réunions autour des données avec les maires de Dieuppeul-Derklé et de Pikine Nord, au cours desquelles elle a présenté des éléments factuels mettant en évidence les lacunes en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) chez les adolescents. Les deux maires se sont engagés à allouer des fonds municipaux à des projets menés par les communautés locales portant sur la gestion de l'hygiène menstruelle et la prévention des grossesses précoces — des projets dont les communautés locales ont désormais la maîtrise et la gestion.

→ **Le secteur privé s'engage dans le financement des actions en faveur de l'égalité entre les genres.** Un hackathon de deux jours a réuni des responsables associatifs, des conseillers municipaux, des jeunes participants et des entreprises privées afin de réaliser un diagnostic communautaire de la santé sexuelle et reproductive des adolescents à l'aide des outils de données de RSJ. Trois entreprises locales — dont aucune n'avait jusqu'alors financé de programmes liés à l'égalité des genres — se sont engagées à apporter un soutien financier aux projets communautaires issus de ce diagnostic.

→ **La Direction de l'égalité entre les femmes et les hommes intègre les données du RSJ dans la planification officielle.** À la suite d'efforts de plaidoyer soutenus et dans le cadre du processus du FEM, la Direction de l'équité et de l'égalité des genres (DEEG) du Sénégal s'est engagée à promouvoir et à utiliser l'indice de genre des ODD ainsi que la fiche d'information nationale RSJ dans le cadre de ses propres activités. RSJ a été invitée à participer à l'élaboration du plan d'action visant à mettre en œuvre les engagements pris par le Sénégal au sein de la Coalition d'action du GEF et dirigera le groupe de travail chargé de le faire avancer.

→ **Groupe de travail multipartite sur les données relatives au genre.** La Direction de la planification de la politique économique du ministère de l'Économie a sollicité la contribution continue de la RSJ au suivi national des ODD. Un groupe de travail multipartite sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les données de genre a été mis en place, réunissant la DEEG, les ministères concernés et les organisations de la société civile autour d'une base factuelle commune.

→ **Engagements pris au niveau ministériel lors du lancement de l'index à Dakar en 2024.** Les ministères chargés des Femmes, de la Santé et de l'Éducation se sont engagés à créer des espaces sûrs dans les écoles, à faire progresser la mise en œuvre de la loi sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, et à renforcer les stratégies de lutte contre la violence sexiste. Des engagements budgétaires ont été obtenus en faveur d'une éducation tenant compte des questions de genre au niveau infranational.

→ **Dialogues sur la réforme du Code de la famille.** RSJ a participé aux débats nationaux sur la révision du Code de la famille sénégalais de 1972, notamment en ce qui concerne l'inégalité de l'âge du mariage (16 ans pour les filles, 18 ans pour les garçons) et les dispositions relatives à l'héritage et à la garde des enfants, qui continuent de désavantager les femmes.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Former la prochaine génération de militantes féministes sénégalaises

L'une des caractéristiques les plus marquantes du travail de RSJ dans le cadre de l'initiative EM2030 a été son investissement soutenu en faveur des jeunes femmes militantes. Les jeunes stagiaires issues des promotions du programme DDA sont passées de la formation à des échanges actifs avec les décideurs politiques tout au long du processus du GEF, en s'appuyant sur des arguments fondés sur des données pour dialoguer avec la Direction de l'égalité des genres du Sénégal, les ministères concernés et les maires locaux. L'analyse des données de l'indice réalisée par RSJ met systématiquement en évidence l'un des écarts les plus marqués en matière d'égalité au Sénégal : la disparition des filles des classes du secondaire. L'adolescence une priorité nationale au Sénégal et est un enjeu majeur partagé par l'État, les mouvements associatifs et les organismes internationaux pour lever les barrières liées au genre et stimuler le développement du pays.

Les grands défis de l'adolescente au Sénégal

Pour que cette priorité devienne réalité, le pays concentre ses efforts sur l'élimination de plusieurs freins structurels :

- **La santé sexuelle et reproductive** : Lutter contre le fort taux de grossesses précoces.
- **Les violences de genre** : Rompre le cycle des mariages d'enfants et des mutilations génitales féminines (MGF).
- **L'éducation et la scolarisation** : Assurer le maintien des filles à l'école au-delà du cycle primaire.
- **L'accès à l'hygiène** : Faciliter la gestion saine de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire.



«Les progrès observés dans l'enseignement primaire s'estompent au niveau secondaire. Les filles entrent dans l'adolescence et sont confrontées aux mutilations génitales féminines, aux mariages forcés et précoces, au manque de moyens d'hygiène menstruelle et à l'absence d'informations sur la santé sexuelle et reproductive. Les politiques mises en place en faveur des femmes ne parviennent pas toujours jusqu'à ces jeunes filles. Il est temps que les jeunes prennent le relais. Les adolescentes doivent faire partie de la masse critique nécessaire pour aider ce pays à se développer. »

- Fatou Ndiaye Turpin, Directrice Exécutive, RSJ



Le Sénégal a obtenu un score de 55,2 à l'indice de l'égalité des genres des ODD 2022 — se classant 113e sur 144 pays à l'échelle mondiale et 10e sur 36 en Afrique subsaharienne — mais figurait parmi les 10 pays ayant progressé le plus rapidement dans l'ensemble, avec une amélioration de près de 5 points depuis 2015. L'indice 2024 offre désormais une image plus précise : il montre que la parité au parlement coexiste avec des scores très faibles en matière d'égalité au travail, d'accès aux services bancaires et de présence des femmes au sein du gouvernement. RSJ s'appuie sur l'indice 2024 pour plaider en faveur d'investissements axés sur les adolescentes, d'une réforme du Code de la famille et de la numérisation des données ventilées par genre— un écart que Fatou Ndiaye Turpin considère comme le prochain défi à relever.

Le parcours de RSJ — de Pékin en 1995 à Dakar en 2024 — est l'une des démonstrations les plus claires, au sein de la coalition EM2030, de ce que peut accomplir un plaidoyer féministe soutenu et ancré localement lorsqu'il s'appuie sur des données rigoureuses : transformer un cadre juridique solide en changements mesurables dans la vie des femmes. Comme le dit Fatou Ndiaye Turpin, « *nous ne pouvons pas y arriver seules — il faut une stratégie fondée sur une collaboration qui se construit au fil des années* ».

Pour en savoir plus sur les activités de RSJ :



siggiljigeeen.com



Réseau Siggil Jigéen



@siggiljigeeen



Réseau Siggil Jigéen